

Réflexions sur la pensée critique dans les études en communication dans le contexte du capitalisme néolibéral

par Éric GEORGE, professeur agrégé, École des médias, Faculté de communication, Université du Québec à Montréal (UQAM), codirecteur, Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société (GRICIS), courriel : george.eric@uqam.ca

Si l'on en croit certaines analyses comme celles de Michel Freitag dans *Le naufrage de l'Université* (1996) et Pierre Hébert dans *La nouvelle université guerrière* (2001), l'institution universitaire serait de plus en plus marquée par le développement d'un capitalisme globalisé. Alors que sa mission historique consistait à former des esprits libres et autonomes – on retrouve d'ailleurs cette idée dans la présentation de nombreuses universités – elle tendrait dorénavant à devenir une organisation régie par la logique utilitariste et instrumentale au même titre qu'un nombre croissant de composantes de la société au sein de nos sociétés capitalistes. Dans un tel contexte, quelle est actuellement la place de la démarche critique et tout d'abord en quoi consiste-t-elle ? Telle est la double question que nous allons nous poser dans ce texte. Précisons toutefois que nous n'avons pas pour objectif de répondre de façon globale à ce questionnement. Ceci demanderait la réalisation de nombreuses analyses et réflexions à partir de travaux sur le terrain faisant un état de la situation sur plusieurs décennies et à partir d'un vaste ensemble de disciplines. Telle n'est pas, et de loin, notre ambition dans ce texte. Plus modestement, nous proposons de nous interroger sur la place de la démarche critique, notamment à partir des études en communication dans le cadre d'une réflexion d'ordre épistémologique.

Pour ce faire, dans un premier temps, nous commencerons par définir ce que nous entendons par l'expression de « démarche critique » puis nous explorerons quelques-uns des axes de recherche qui ont été développés au sein des études en communication. Dans un deuxième temps, nous aborderons la place de cette démarche dans un contexte où elle se trouve confrontée à des problèmes à la fois internes et externes aux études en communication. Finalement, nous conclurons en situant la réflexion qui est la nôtre dans un contexte de questionnement sur les missions de l'institution universitaire au sein des sociétés actuelles¹.

1. De la démarche critique et des études en communication

Démarche critique, pensée critique, approche critique, théorie critique... autant de dénominations difficiles à cerner tant le terme « critique » peut faire référence à différentes pratiques théoriques, méthodologiques, épistémologiques, voire idéologiques de la part des scientifiques. Toutefois, en vue de développer notre propos, nous nous contenterons de mettre l'accent sur les deux dimensions qui nous semblent constitutives d'une approche critique. Il s'agit tout d'abord du droit de formuler des « propositions négatives » pour reprendre l'expression d'Étienne Balibar « parce qu'on ne peut vraiment entrer dans l'avenir qu'en faisant à chaque instant la critique minutieuse du passé », le philosophe nous invitant à la lutte

¹ Pour aller plus loin sur ce sujet, nous invitons lecteurs et lectrices à lire un autre texte intitulé « Le système universitaire : aliénation ou émancipation ? » publié dans un ouvrage consacré au concept d'émancipation en 2009 aux Presses de l'Université du Québec. Ce livre a fait suite à la tenue d'un colloque *L'émancipation d'hier à aujourd'hui* qui a eu lieu les 5 et 6 février 2008 à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

« contre le découragement et l'épuisement des perspectives, en mettant constamment en œuvre ce que Gramsci appelait le "pessimisme de l'intelligence" » (1992, p. 13). De plus, il importe de distinguer une pensée critique qui analyse les rapports de pouvoir et de domination au sein des sociétés à travers la mise en place de dogmes, de mythes et une pensée qui, au contraire, vise à remplacer les dogmes et les mythes par d'autres dogmes et mythes. Comme le dit fort bien Jean William Lapierre, « la pensée authentiquement critique avance sur un chemin de crête entre deux versants où elle peut dégringoler : le versant de la pensée polémique, celle du militant, et celui de la pensée technocratique, celle de l'expert » (2002, p. 87).

1.1. L'apport de l'École de Francfort à la pensée critique en communication

En considérant que l'industrie culturelle exerçait une fonction idéologique cruciale dans le maintien des sociétés capitalistes, les penseurs de l'École de Francfort ont été les premiers à introduire la pensée critique dans le champ des études consacrées à la communication. Deux des figures les plus importantes de l'École de Francfort, Max Horkheimer et surtout Theodor W. Adorno ont proposé une critique radicale des moyens de communication – du cinéma à la télévision en passant par la radio – en considérant que ceux-ci contribuaient largement à ce que le mode de production de l'industrie culturelle s'effectue sur le même modèle que le procès de production capitaliste général (1978). En conséquence, ils ont estimé que l'industrie culturelle ne pouvait plus assumer le rôle tenu jadis par l'art qui avait pour but de montrer le beau, le juste, bref de contribuer à la raison positive. À l'opposé, l'industrie culturelle ferait systématiquement la promotion de l'efficacité qui se trouve au cœur de la raison instrumentale. Notamment avec le complexe militaro-industriel, elle tiendrait un rôle central, une fonction idéologique cruciale dans les sociétés capitalistes, d'autant plus pernicieuse qu'elle est implicite : accélérer et orienter les modes de consommation en faisant la promotion de certains modèles de comportement, contrôler le temps de loisir libéré par les progrès de la productivité, et, plus largement, convaincre la population qu'elle vit dans le meilleur des mondes possibles, qu'il est vain de contester et qu'il est nécessaire de s'adapter. Paul Beaud écrit à ce sujet : « au fonctionnalisme qui renvoie les médias à la satisfaction de besoins fondamentaux – qu'ils soient ceux du système ou de l'individu – les membres de l'École de Francfort opposent une critique qui fait de la culture de masse un moyen de détourner l'individu de ses conditions réelles d'existence vers la satisfaction de prétendus besoins, créés par elle sur la base d'un mensonge, l'image "affirmative" d'une société où le bonheur n'est pas promesse pour le futur mais état actuel : le happy end est la morale de toute la culture de masse, morale dictée par les intérêts capitalistes et qui se substitue à la subjectivité de l'artiste » (1997, p. 24).

Les membres de l'École de Francfort ont échafaudé une théorie critique enracinée dans l'histoire, ce qui a d'ailleurs conduit Max Horkheimer à dire que leur analyse pourrait être invalidée si un jour « les intérêts pratiques et scientifiques qui ont joué un rôle lors de la formulation des concepts ainsi que les choses et les états auxquels ils se rapportaient » disparaissaient (1978, p. 11). On retrouve donc bien ici l'une des acceptations du terme « critique » puisqu'il s'agit de porter un regard critique global par rapport à l'état, l'évolution de nos sociétés, et ce justement par opposition avec un ensemble d'autres approches qu'Anne-Marie Gingras qualifie de « libérales » (approches behavioriste, systémique et fonctionnaliste). Comme elle le précise, la recherche critique repose sur des fondements politiquement revendicateurs (l'expression « recherche engagée » utilisée par Max Horkheimer et Stuart Hall), c'est-à-dire qu'on refuse d'avaliser les systèmes politique et

économique existant dans les démocraties occidentales. Au contraire de la recherche libérale, qui postule implicitement la pérennité et la légitimité du modèle de la démocratie libérale, la recherche critique considère que les sociétés sont traversées de conflits ; on se donne pour mission « d'en comprendre les causes, d'en expliquer les dynamiques et d'analyser la résistance ou l'absence de résistance » (Gingras, 2003, p. 33).

De plus, on peut considérer que l'approche des penseurs de l'École de Francfort est « critique » parce qu'ils ne réduisent pas la méthodologie à un ensemble de techniques de recherche, si élaborées soient-elles, mais que celle-ci doit comprendre une importante part de réflexion sur la façon même de faire de la recherche. On se souvient de la fameuse opposition entre Adorno et le chef de file des chercheurs fonctionnalistes, Paul Lazarsfeld. Le représentant de l'École de Francfort fit le commentaire suivant au sujet de la conception de la méthodologie adoptée par Paul Lazarsfeld dans le cadre d'un projet sur la radio financé par la fondation Rockefeller, projet auquel il avait été convié à coopérer en 1938 suite à son exil d'Allemagne : « les directives émanant de la fondation Rockefeller stipulaient expressément que les recherches devaient être réalisées dans les limites du système radiophonique commercial en vigueur aux États-Unis. Cela impliquait donc que le système lui-même, ses conséquences culturelles et sociologiques et ses présupposés sociaux et économiques ne devaient pas faire l'objet de l'analyse... J'étais préoccupé par un problème méthodologique de base — dans la mesure où j'entendais le mot "méthode" davantage dans son sens européen d'épistémologie que dans le sens où l'entendent les Américains pour qui la méthodologie signifie de fait les techniques pratiques de recherche » (traduit et cité par Mattelart A. et M., 1986, p. 257).

Paul Beaud parle à ce sujet de la critique de la « "science normale", celle qui refuse de s'interroger sur elle-même, sur sa propre histoire, qui s'isole dans ses pratiques et ne remet jamais en cause ce qui la fait agir dans telle ou telle direction » (1997, p. 24). Puis il ajoute comme nous l'avons déjà souligné que la science doit être critique à la fois à l'égard d'elle-même et de la société, « afin de produire de la vérité, laquelle inclut la réflexion sur les conditions sociales de la production théorique » (ibid.). En réaction aux écrits des Adorno, Benjamin, Horkheimer et consorts, plusieurs reproches dont certains justifiés ont été effectués, notamment sur l'absence de résistance de la part des récepteurs², mais il importe de reconnaître que l'analyse des penseurs francfortistes a notamment contribué à déconstruire la manipulation des besoins et la demande sociale dans le domaine de la communication.

Par la suite, les recherches à dimension critique ont notamment été effectuées en accordant une priorité à la dimension économique, les travaux étant souvent considérés comme relevant de l'économie politique de la communication et, notamment dans les pays francophones, de la théorie des industries culturelles. Nous allons y revenir maintenant en montrant l'évolution des recherches du point de vue de la prise en compte de la démarche critique.

1.2. L'évolution de la démarche critique avec l'économie politique de la communication

Pour Bernard Miège, travailler dans la perspective de l'économie politique consiste à mettre en évidence « la face économique de la communication, la formation des grands groupes économiques transnationaux, les phénomènes de domination qui en résultent, et les aspects

² D'où en partie le développement des études sur la réception au sein de l'École de Birmingham, fondatrice des Cultural Studies. On peut à la fois considérer les travaux des Richard Hoggart, Edgar Thompson et Raymond Williams en continuité et en rupture avec les travaux effectués au sein de l'École de Francfort.

stratégiques des flux transnationaux de données ou de produits culturels » (1996, p. 44). Ces recherches s'inscrivent à la fois en continuité et en rupture avec les propos tenus au sein de l'École de Francfort. En continuité parce qu'il y a toujours la volonté de porter un regard critique global sur l'état, l'évolution de nos sociétés en mettant l'accent sur le rôle central du conflit et des « phénomènes de domination » dans nos sociétés. Vincent Mosco donne d'ailleurs la définition suivante à l'économie politique de la communication : « The study of social relations, particularly the power relations, that mutually constitute the production, distribution, and consumption of resources » (1996, p. 25). Puis il poursuit en mettant l'accent sur les liens entre théorie et pratique susceptibles de contribuer au changement : « Most generally, praxis refers to human activity and specifically to free and creative activity by which people produce and change the world and themselves » (ibid., p. 37). Quant à Peter Golding et à Graham Murdock, ils estiment que le trait le plus original de l'approche est incontestablement le fait qu'au-delà des questions d'efficacité du système économique, elle met l'accent sur les questions de justice, d'équité et de bien public (1991, p. 18-19). On voit bien que la dimension critique demeure présente au sein de l'économie politique de la communication.

La critique apparaît toujours indissociablement d'ordre économique et idéologique. Ainsi, autour de Bernard Miège, les auteurs de *Capitalisme et industries culturelles* – ouvrage souvent considéré comme fondateur des travaux de langue française en économie politique de la communication – ont écrit que « le principal rôle idéologique de la culture marchande [consistait] à assurer la valorisation du modèle économique capitaliste » (1978, p. 176). En 1984, Yves de la Haye, principal collaborateur de Miège écrivait : « la préparation des nouveaux marchés – toute l'histoire des industries culturelles en fait foi – ne peut guère se satisfaire des demandes pré-existantes ; celles-ci doivent être forgées, ce qui ne va pas sans la transformation des pratiques culturelles elles-mêmes : comportements, actes d'achats ou d'appropriations, mais aussi représentations » (1984, p. 128-129). Il invitait alors à étudier les actions promotionnelles de « préparation des esprits » (ibid., p. 129-130) et « les actions entreprises par l'école, l'action culturelle, l'information scientifique et technique, certaines composantes du mouvement associatif » (ibid., p.131-132) comme autant de moyens de « préparer » les marchés. Depuis, les analyses montrant dans quelle mesure les discours issus des milieux politique et économique peuvent contribuer à « préparer les esprits », pour reprendre la formule d'Yves de la Haye, n'ont pas manqué.

Ainsi, Vincent Mosco s'est intéressé aux discours sur Internet et « l'autoroute de l'information » en analysant ceux-ci comme de nouveaux mythes qui visent à faire croire que nous participerons tous et toutes à l'aventure du « cyberspace ». Mentionnant Claude Lévy-Strauss et Roland Barthes, il précise que les mythes aident les gens à supporter les contradictions dans la vie sociale et qu'ils donnent une justification naturelle et éternelle aux choses (1978). D'où l'abondance de discours euphoriques dépourvus de toute dimension critique vis-à-vis d'Internet, par exemple ceux de Nicholas Negroponte. Or, Mosco rappelle que le développement des « autoroutes de l'information » sert avant tout certains acteurs sociaux, à commencer par les entreprises transnationales. Jean-Guy Lacroix a été dans le même sens en distinguant trois types de discours qui font la promotion d'innovations dans le secteur des TIC : les discours prospectif (ou préfiguratif), le discours promotionnel et le discours prescriptif (1994, p. 149-150). À différents titres, tous ont pour objectif de contribuer à la formation de nouveaux usages sociaux.

Toutefois, notamment dans sa version francophone, l'approche de l'économie politique – on pense aux travaux qui ont été considérés comme relevant de la théorie des industries

culturelles – a tendu à être plus descriptive et analytique et la dimension moraliste est apparue nettement en retrait, voire de plus en plus souvent absente ; ce qui constitue une différence importante avec les réflexions menées au sein de l'École de Francfort. À la fin des années 1970, alors que l'introduction récente du vocable « industries culturelles » au pluriel témoignait d'une acceptation plus grande de la dimension industrielle et marchande d'une large partie de la culture (UNESCO, 1982), l'équipe de Bernard Miège a démontré que, si le secteur de la production culturelle n'échappe pas à la logique de la reproduction capitaliste basée sur la production et sur la vente de marchandises reproductibles, cette reproduction se heurte à certaines limites qui découlent du caractère spécifique des biens et services culturels (1978). Ceux-ci présentent en effet des conditions de valorisation du capital si différentes les uns des autres que les formes prises par le double processus d'industrialisation et de marchandisation et par les stratégies des entreprises du secteur sont très variées. Il apparaît donc difficile de parler de l'industrie culturelle comme d'un ensemble uniforme au sein du système capitaliste, même s'il est tout à fait possible de parler des composantes des industries culturelles comme faisant partie d'un seul et même système. La critique s'est donc exercée aussi contre certains enseignements de l'École de Francfort.

Tout comme elle a visé à gauche les positions orthodoxes du Parti communiste français de l'époque. Les chercheurs français ont démontré notamment que « l'artisanat et le petit capital, loin de disparaître, [maintenaient] et [renforçaient] leurs positions dans plusieurs secteurs (conception-enregistrement de disques-réalisation audiovisuelle) » (1978, p. 28), et ont remis à cette occasion en cause l'idée de la disparition plus ou moins rapide mais systématique de la petite production culturelle au profit de la structure monopolistique. Par la suite, en France, autour des pôles de Grenoble et de Paris, au Canada autour du pôle de Montréal, bon nombre de recherches ont eu lieu dans les années 1980 et 1990. Comme le dira Gaëtan Tremblay à la fin de cette période, les analystes se sont fixés pour tâche de « décortiquer les particularités de l'expansion de l'économie capitaliste » dans ce nouveau champ de mise en valeur [ndr : l'information, la culture, la communication]. La perspective critique n'a pas pour autant disparu. Elle a changé de cadre problématique : « de philosophico-éthique elle est devenue socio-économique » (1997, p. 12).

Dans le cadre de ce glissement, les études empiriques ont eu tendance à prendre une part croissante dans le travail des chercheurs et des chercheuses. En témoignent les travaux sur les mutations des industries de la culture, de l'information et de la communication pilotés par la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) de Paris Nord à partir du début des années 2000³. L'importance accordée au terrain conduit souvent à adopter des positions extrêmement mesurées, voire à refuser de généraliser un tant soi peu les conclusions des recherches. Intéressons-nous à l'une des problématiques centrales des recherches en économie politique de la communication, à savoir les liens éventuels entre les stratégies économiques et financières qui mènent à la concentration du capital et l'évolution de la production éditoriale, notamment en matière de pluralisme et de diversité de la production informationnelle et

³ Cette recherche a été marquée par la tenue en septembre 2006 d'un colloque international sur les industries de la culture, de l'information et de la communication (ICIC) qui a représenté l'événement le plus important jamais organisé sur ce thème en France. Plusieurs chercheurs majeurs ont été accueillis à cette occasion, parmi lesquels : Indrajit Banerjee (Université Technologique de Nanyang, Asian Media Information and Communication Centre, Singapour), John Downing (Southern Illinois University at Carbondale, Etats-Unis), Nicholas Garnham (Center for Communication and Information Studies, University of Westminster, Grande-Bretagne), Alain Herscovici (Universidade Federal do Espirito Santo, Brésil), Ilya Kiriya (Université Lomonossov de Moscou, Russie), Jean-Guy Lacroix (Université du Québec à Montréal, Canada), José Carlos Lozano (Université de Guadalajara, Mexique), Guillermo Mastrini (Université de Buenos Aires, Argentine), Armand Mattelart (Université de Paris 8, France), Bernard Miège (Université de Grenoble 3, France), Juan-Carlos Miguel de Bustos (Université du Pays Basque, Espagne), Serge Proulx (Université du Québec à Montréal, Canada), Philipp Ronald Schlesinger (Stirling University, Grande-Bretagne) et Gaëtan Tremblay (Université du Québec à Montréal, Canada).

culturelle. À ce sujet, Bernard Miège met en garde contre toute approche simpliste, la situation étant des plus complexes : « de la prise de contrôle financier à la production de la culture et à celle de l'information, interviennent toute une série de médiations qu'on ne saurait *a priori* passer sous silence » (2007, p. 229). La lecture d'un numéro de la revue *Réseaux* consacré en 2005 à la concentration dans les industries du contenu conduit également à adopter une certaine prudence, voire une prudence certaine. La tendance consiste alors à réaliser plus d'études sur le terrain. Et c'est d'ailleurs ce que nous faisons dans le cadre de la poursuite des collaborations entre collègues du Canada et de la France suite à l'obtention de plusieurs subventions pluri-annuelles par le Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société (GRICIS).

2. Les problèmes auxquels la démarche critique en communication est confrontée

Maintenant que nous avons fait partiellement le point sur le développement des recherches critiques en communication, nous allons maintenant voir que les approches critiques en communication sont confrontées à trois types de problèmes : le premier est interne et concerne le débat entre démarches critique et militante. Il y a alors division parmi les chercheurs critiques. Le deuxième type de problèmes renvoie plus largement à la place des recherches critiques parmi les études en communication. Enfin, le troisième fait référence plus globalement à la situation du système universitaire et de la pensée critique en son sein. Nous vous renvoyons à la lecture d'un autre texte sur ce dernier thème (George, 2009).

2.1. Démarches critique et militante

Abordons tout d'abord la place de la démarche critique par rapport à la démarche activiste. Cela fait maintenant plusieurs décennies que la question de la communication est au cœur de préoccupations moins académiques et plus militantes. On se souvient par exemple des travaux de la Commission internationale d'étude sur la situation et les perspectives d'évolution de la communication dans le monde mise en place sous l'égide de l'UNESCO en 1977. Trois ans plus tard, celle-ci, présidée par Sean McBride, fondateur d'Amnesty International, par ailleurs ancien Prix Nobel et ancien Prix Lénine, mettra l'accent sur la nécessité de lutter sur un nouveau terrain, celui du « droit à la communication ». Les citoyennes et les citoyens seront alors invités à devenir des partenaires actifs afin de contribuer à favoriser une plus grande variété des messages échangés, ainsi qu'à augmenter le degré et la qualité de la représentation sociale dans la communication (1980, p. 207). Il est alors apparu clairement que le principe dominant devrait être celui de la réciprocité et de la symétrie entre les participantes et les participants au processus démocratique. Par la suite, si les conclusions de la Commission ont été officiellement enterrées, avec notamment le retrait de l'organisation internationale des États-Unis et de la Grande-Bretagne à la moitié des années 1980, elles ont tout de même été utiles en ce sens qu'elles ont permis de légitimer tout un ensemble de luttes de composantes de la société civile qui cherchaient à œuvrer en faveur d'une remise en cause des structures dominantes des médias à des échelles plus ou moins locales. Les enseignements issus du rapport ont aussi contribué à la création d'organisations internationales – telles que l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) et la World Association for Christian Communication (WACC) – qui se sont données pour objectif de fédérer les luttes sur le terrain de la communication. Plus récemment, ces organismes en ont rejoint d'autres dans le cadre du mouvement altermondialiste, les rencontres ayant notamment lieu dans le cadre des forums sociaux mondiaux mais aussi continentaux, nationaux, régionaux et locaux.

On retrouve aussi ces préoccupations en France autour de la création d'un organisme comme l'Observatoire français pour les médias (OFM) qui justifie son existence en annonçant que la puissance des médias est dorénavant sans contrepoids et qu'elle tend à devenir « franchement alarmante pour la démocratie quand elle s'accompagne, comme c'est actuellement le cas, d'une concentration sans précédent. [...] D'où l'homogénéisation croissante du mode de traitement de l'information et de son contenu : les médias deviennent de plus en plus interchangeables. Le pluralisme intellectuel et culturel, pourtant indispensable au débat citoyen, est confiné aux marges que le système veut bien lui concéder. La société tout entière passe ainsi sous la coupe d'un pouvoir à la fois médiatique, économique et politique, qui ne tolère de critiques que de lui-même » (OFM, 2005). Avec ce type de positionnement, ne retrouverait-on pas dans une certaine mesure le discours des philosophes de l'École de Francfort qui estimaient que la culture de masse n'était qu'un élément parmi d'autres du vaste ensemble capitaliste ? Or, parmi les fondateurs de l'OFM se trouvent à la fois des représentants – personnes physiques et personnes morales – des milieux professionnels, notamment des journalistes comme Serge Halimi et Ignacio Ramonet, des représentants des usagers de l'information comme l'association ACRIMED (Action-Critique-Médias) et des chercheurs et chercheuses, dont la majorité travaille dans le cadre de l'économie politique de la communication. L'avenir de l'observatoire ne nous semble pas si évident quand on constate combien les points de vue peuvent diverger avec, notamment, des positions de la part d'une majorité de chercheurs et de chercheuses qui sont beaucoup plus en retrait que celles de l'OFM. On pourrait d'ailleurs se demander s'il n'y aurait pas un parallèle à établir entre cette position marquée par une prudence que l'on pourrait qualifier d'épistémologique tellement elle a innervé les recherches et une certaine dépolitisation du monde de la recherche, voire au-delà de la société tout entière. Les auteurs souvent cités par les activistes les plus mobilisés – on pense notamment à Noam Chomsky, Normand Baillargeon ou bien encore à Serge Halimi – ne sont pas forcément considérés « positivement » de la part des chercheurs et chercheuses qui travaillent sur les dimensions économique et politique des médias. On se souvient aussi combien le petit ouvrage de Pierre Bourdieu *Sur la télévision* avait irrité bon nombre de collègues qui estimaient que le sociologue français ne se situait plus sur le terrain de la science avec cet ouvrage mais sur celui de l'idéologie. On retrouve bien ici une tension entre les places respectives de la pensée critique et de l'observation sur le terrain dans la démarche académique au sein de la communauté des chercheurs critiques.

2. 2. De la difficulté d'adopter un point de vue critique en communication

Cela dit, la situation est d'autant plus problématique que trois facteurs posent problème à des fins de développement de la pensée critique dans le domaine des études en communication. Premièrement, ces dernières font partie des disciplines qui sont marquées par la place centrale prise par la pratique, ce qui peut contribuer à relativiser l'importance de la conceptualisation et de la prise de distance nécessaire au doute méthodique et à la critique globale. Les départements de communication sont traversés par plusieurs oppositions comme leurs homologues des autres disciplines – on pense notamment aux chercheurs fonctionnalistes, au-delà libéraux d'un côté et aux chercheurs critiques de l'autre – mais aussi par la cohabitation entre théoriciens et praticiens. Comment par exemple développer un discours radicalement critique par rapport aux entreprises privées du secteur des communications alors qu'une majorité des étudiants et étudiantes s'apprentent à travailler au sein de ces structures et que certains collègues travaillent en collaboration avec celles-ci ?

Deuxièmement, les études en communication sont caractérisées, notamment en Amérique du Nord, par une domination des approches théoriques qui relèvent peu ou prou du paradigme fonctionnaliste, liées à des conceptions libérales des rapports entre sujets et sociétés, ce qui tend à évacuer toute référence à la mise en évidence de rapports de force entre acteurs sociaux. On pense évidemment à un vaste ensemble de travaux qui relèvent de ce qui a été appelé la recherche en communication de masse (mass communication research) autour de Paul Lazarsfeld puis d'Elihu Katz. Mais nous faisons aussi référence à la mise en garde effectuée par Bernard Miège qui estime qu'à force de privilégier le point de vue du sujet, de mettre l'accent sur le banal et l'ordinaire, le risque est grand de sous-estimer le rôle des structures et de survaloriser la résistance, voire de ne plus considérer le social que comme un ensemble d'interactions entre individus souverains. Miège estime fort justement que : « malgré l'intérêt que représente l'étude de la réception, ou la prise en compte des négociations qui interviennent entre acteurs dans les interactions quotidiennes, médiatisées ou non, l'approche de la communication ne saurait délaisser durablement comme elle tend à le faire présentement le niveau macro-sociétal, et en particulier les logiques d'action correspondant aux stratégies des acteurs dominants (grands groupes de communication, opérateurs de télécommunication, etc.) et des États » (2000).

Troisièmement, quand il est question de communication, toutes sortes de propos qui ont pourtant un statut fort différent les uns des autres sont mélangés de façon indifférenciée. Ainsi, accordera-t-on une importance d'ordre théorique à des propos de professionnels du secteur qui relèvent en fait plus de l'essai que de la recherche proprement dite, ainsi que l'écrit Érik Neveu. Pour cet auteur, « la "société de communication" s'est affranchie du cercle des seuls discours savants parce qu'elle propose à une multitude d'agents un langage adéquat à leurs intérêts comme aux représentations enchantées de leur identité sociale » (1994, p. 104). On retrouve ici des professionnels des médias et de la publicité, mais aussi des « penseurs pour caméras [...] pour lesquels un essai sur les médias ou la communication constitue une obligation salutaire » (ibid.) qui proposent une « véritable théorie indigène de la société de communication, mixte de théorisation issue de la pratique professionnelle et d'emprunts à des travaux de chercheurs ou d'essayistes » (ibid.).

Or, comme nous le rappelle Yves de la Haye, la sphère de la communication « n'est pas un miroir où se refléterait l'actualité, elle n'est pas une place publique, même électronique, comme le dit McLuhan, elle constitue le lubrifiant général des rapports sociaux de production, de consommation, d'échange, de reproduction » (1984, p. 41-42). Dans cette perspective critique, la communication tient un double rôle : un rôle économique – dans le cadre du développement du mode de production capitaliste, les moyens de communication sont mobilisés pour modifier l'ensemble des conditions générales du procès de production (ibid., p. 26) – et un rôle idéologique – il s'agit là de favoriser la « constitution d'une autre personnalité sociale, c'est-à-dire de nouvelles sensibilités, intérêts, modes d'appartenance au monde, etc. » (ibid., p. 37). Dans un tel contexte où l'on parle parfois même d'« idéologie de la communication », il devient fort difficile d'adopter une position critique par rapport à la communication. Ça l'est d'autant plus que des raisons institutionnelles liées à ce que nous venons d'évoquer ont également leur importance dans la situation actuelle. Si les départements de communication ont été en plein développement depuis plus d'un quart de siècle, c'est notamment parce qu'ils attirent un nombre considérable d'étudiants et d'étudiantes, surtout dans le cadre des études de premier cycle. En conséquence, les études en communication constituent des sources de revenus importantes pour les Universités, surtout

lorsque étudiants et étudiantes contribuent à financer une partie croissante de leurs études⁴. De ce fait, ils participent indirectement à l'embauche de nombreux professeurs. Tenir un discours très critique ne conduirait-il pas à scier la branche sur laquelle nous sommes assis ?

2.3. Pour conclure : un contexte global problématique

Les défis sont donc considérables et ce d'autant plus que, globalement, nous nous retrouvons à une époque où le système universitaire perd de son autonomie avec l'emprise croissante du capitalisme néolibéral globalisé (George, 2009). À ce sujet, et en guise de conclusion, nous nous rappellerons que, dès 1981, Gaëtan Tremblay écrivait : les « chercheurs contemporains sont regroupés dans de vastes organisations dont le financement dépend de l'ajustement entre les questions posées, les orientations de la recherche-développement et les objectifs économique-politiques de la classe dirigeante. La science est étroitement liée au développement du capitalisme » (1981, p. 4). Cinq ans plus tard, Armand et Michèle Mattelart parlaient du développement de la « recherche administrative » en rappelant tout d'abord le débat entre Theodor W. Adorno et Paul Lazarsfeld puis en estimant que « la marge de manœuvre et la légitimité même d'une pensée critique se [rétrécissaient] de plus en plus » (1986, p. 257). Cette tendance n'a-t-elle pas pris une nouvelle ampleur depuis ?

Plus récemment, Michel Freitag a rappelé qu'Aristote avait déjà prévu le développement d'une activité commerciale dont la finalité serait dorénavant dans le profit et non plus dans la valeur d'usage (2000, p. 114). Puis il a ajouté que le système capitaliste actuel tendait à assujettir le système de l'éducation alors que « c'est peut-être l'institution de l'éducation, en tant qu'elle transmet encore un idéal civilisationnel, qui pourrait représenter le cœur de cette résistance » (ibid., p. 118). Pour le philosophe, la question de l'éducation est ainsi devenue la question politique « la plus importante et la plus urgente » (ibid., p. 121). Et il concluait son propos en faisant appel aux intellectuels, universitaires, professeurs et étudiants, invités à « redevenir des intellectuels engagés et militants, qui s'opposent d'abord à leur réduction au statut d'experts ». « La liberté académique aujourd'hui, ce n'est donc plus la liberté de penser à l'abri du monde, de "ses pompes et de ses œuvres", c'est la liberté d'agir dans le monde selon sa pensée, pour empêcher la déshumanisation du monde et pour promouvoir un monde plus juste, plus ouvert et plus accueillant. Ce ne sera pas le meilleur des mondes, et espérons que ça ne le sera jamais, mais ça pourrait être un lieu où la recherche d'un monde meilleur reste toujours possible pour tous » (2000, p. 122).

Alors, comment promouvoir ce que dit Étienne Balibar lorsqu'il revendique le droit d'émettre des propositions négatives ? Comment mettre en place ce qu'Antonio Gramsci appelait de ses vœux : le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté ? Nous n'avons pas de réponse toute faite car nous pensons que c'est à nous, collectivement, de répondre à ce défi. Toutefois, nous concluons notre propos en évoquant une personnalité qui a pu être considérée comme « critique » tout au long de sa vie. La critique, il l'a à la fois exercé contre l'idéologie dominante imposée par la classe au pouvoir et propagée par ses agents dans l'intelligentsia, contre les frontières disciplinaires en combinant les compétences de l'économiste, du philosophe, du sociologue et du psychanalyste et contre les déviations, falsifications, simplifications de l'idéologie révolutionnaire qui se réclamait du marxisme. Cet homme, c'était Cornelius Castoriadis. Il disait : « l'Occident moderne est animé par deux significations imaginaires sociales tout à fait opposées, même si elles se sont contaminées

⁴ Au Canada, les frais payés par les étudiants et étudiantes sont passés de 13% à 20% des revenus totaux et de 20% à 34% des revenus d'exploitation entre 1992 et 2003 (ACPPU, 2004, p. 4).

réciiproquement : le projet d'autonomie individuelle et collective, la lutte pour l'émancipation de l'être humain, aussi bien intellectuelle et spirituelle qu'effective dans la réalité sociale et le projet capitaliste, démentiel, d'une expansion illimitée d'une pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle, qui depuis longtemps a cessé de concerner seulement les forces productives et l'économie pour devenir un projet global (et pour autant encore plus monstrueux), d'une maîtrise totale des données physiques, biologiques, psychiques, sociales, culturelles » (1990, p. 90).

À méditer...

Références bibliographiques

ACPPU, 2004, « Public ou privé ? Les finances des universités 2002-2003 », *Dossiers en éducation de l'ACPPU*, vol. 6, n° 3, <<http://www.caut.ca/pages.asp?page=214&lang=2&txtSearch=&nid=>>, dernière consultation le 7 février 2009.

Adorno Theodor W. et Max Horkheimer, 1978, *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Paris : Gallimard.

Balibar Étienne, 1992, *Les frontières de la démocratie*, Paris : La Découverte.

Beaud Michel, 1997, « Introduction aux théories de la communication et de la culture de masse », *Réseaux*, Sociologie de la communication, pp. 13-42.

Bouquillion Philippe, 2005, « La constitution des pôles des industries de la culture et de la communication. Entre coups financiers et intégration de filières industrielles », *Réseaux*, vol. 23, n° 131, pp. 111-144.

Castoriadis Cornelius, 1996, *La montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe. Tome IV*, Paris : Le Seuil.

Freitag Michel, 2000, « Contre l'aliénation totale. L'assujettissement de l'éducation à l'économie globalisée comme abandon de la civilisation et suicide des sociétés », dans Collectif étudiant UQAM, *L'essor de nos vies. Parti pris pour la société et la justice*, Outremont (Québec) : Lantôt éditeur, Département de sociologie, UQAM, pp. 97-122.

Freitag Michel, 1996, *Le naufrage de l'Université*, Montréal : Nuit Blanche.

George Éric, 2009, « Le système universitaire : aliénation ou émancipation ? », dans Gaëtan Tremblay (dir.), *L'émancipation d'hier à aujourd'hui*, Québec : Presses de l'Université du Québec, à paraître.

Gingras Anne-Marie, 2003, « Les théories en communication politique », dans *La communication politique. État des savoirs, enjeux et perspectives*, Québec : Presses de l'Université du Québec, pp. 11-66.

Golding Peter et Graham Murdock, 1991, « Culture, Communication and Political Economy », dans *Mass Media and Society*, James Curran et Michael Gurevitch (dir.), Londres : Edgard Arnold, pp. 15-32.

Hébert Pierre, 2001, *La nouvelle université guerrière*, Montréal : Nota Bene.

Hoggart Richard, 1970, *La culture du pauvre*, Paris : éditions de Minuit.

Horkheimer Max, 1978, *Théorie critique*, Paris : Payot.

Huet Armel, Jacques Ion, Alain Lefèbvre, Bernard Miège et René Péron, 1978, *Capitalisme et industries culturelles*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

La Haye Yves de, 1984, *Dissonances : critique de la communication*, Paris : la pensée sauvage.

Mattelart Armand et Michèle, 1986, *Penser les médias*, Paris : La Découverte.

Miège Bernard, 1996, *La pensée communicationnelle*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Miège Bernard, 2000, « Le communicationnel et le social : déficits récurrents et nécessaires (re)-positionnements théoriques », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, <http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2000/Miege/index.php>, dernière consultation le 7 février 2009.

Miège Bernard, 2007, « Considérations et propositions méthodologiques sur les mutations en cours dans les industries culturelles et informationnelles », dans *Les industries de la culture et de la communication en mutation*, Bouquillion Philippe et Yolande Combès (dir.), Paris : L'Harmattan, pp. 229-250.

Mosco Vincent, 1996, *The political economy of communication, rethinking and renewal*, Londres ; Thousand Oaks (Californie) : Sage Publications.

Mosco Vincent, 2003, « Brand New World ? Globalization, Cyberspace and the Politics of Convergence », dans *2001 Bogues. Globalisme et Pluralisme, Tome 1 : TIC et société*, Bernard Miège et Gaëtan Tremblay (dir.), Québec : Presses de l'Université Laval, pp. 31-51.

Neveu Erik, 1994, *Vers une société de communication ?*, Paris : Montchrestien, coll. Clefs/Politique.

Observatoire français des médias (OFM), 2005, « Pourquoi un Observatoire ? », <http://www.observatoire-medias.info/article.php?id_article=400>, dernière consultation le 7 février 2009.

Réseaux, 2005, « La concentration dans les industries de contenu », Paris : Hermès, Lavoisier, vol. 23, n° 131.

UNESCO, MCBRIDE Sean (dir.), 1980, *Voix multiples, un seul monde. Rapport de la Commission internationale d'études des problèmes de la communication*, Paris : Unesco, La Documentation Française, Nouvelles éditions africaines.

UNESCO, 1982, *Les industries culturelles : un enjeu pour l'avenir de la culture*. Paris : Unesco.

Tremblay Gaëtan, 1981, « Some reflections on the theoretical discourse on communication in Quebec and Canada », *Canadian Journal of Communication*, vol 8, n° 1, pp. 14-23.

Tremblay Gaëtan, 1997, « La théorie des industries culturelles face aux progrès de la numérisation et de la convergence », *Sciences de la société*, n° 40, pp. 11-23.